

Lundi 28 juin 2010

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Après le succès des manifestations du 24 juin : Préparons la riposte générale, la vraie !

Nicolas Sarkozy l'a dit, il n'a « rien à reprocher » à son ministre Éric Woerth. La femme de celui-ci gérait l'argent – et l'évasion fiscale – de Liliane Bettencourt, patronne de L'Oréal ? Il aurait couvert son ami Robert Peugeot qui s'est fait voler quelques lingots d'or non déclarés ? Rien que de très normal : dans ce petit monde des politiciens et des grands patrons, on a le sens de la solidarité de classe. Et c'est ce même Woerth, bouclier fiscal des milliardaires et porte-flingue du patronat et des banquiers, qui est chargé de la nouvelle attaque contre nos retraites !

Les objectifs du gouvernement sont clairs : écraser encore plus le monde du travail et permettre, en ces temps de crise, au monde de la finance et du patronat de maintenir et d'augmenter encore leurs profits. D'où l'attaque contre nos retraites, les énormes coupes budgétaires dans les services publics, sans compter le gel annoncé des salaires des fonctionnaires !

Le sabotage de nos retraites : ça ne se négocie pas, ça se combat !

Le succès de la journée de grève et de manifestation de jeudi dernier montre que, du côté des travailleurs, la colère monte. Partout dans le pays, les cortèges étaient bien plus massifs que lors de la précédente journée du 27 mai. Mais de toute évidence, une seule journée, même réussie comme celle de jeudi, ou des balades dans les rues se succédant tous les deux ou trois mois comme on en connaît depuis plus d'un an, ne suffiront pas.

Du côté des dirigeants syndicaux, on promet de remettre ça à la rentrée. Mais avec quel objectif ? Une « vraie négociation » comme le réclament en chœur Bernard Thibault et François Chérèque depuis des mois ? Autrement dit l'accompagnement de cette réforme scélérate ? Pour cela, ils peuvent bien refaire le coup des journées sans lendemain. On a assez vu, ne serait-ce que toute l'année écoulée, le résultat de cette brillante stratégie. Le gouvernement, Sarkozy et Woerth en tête, ne s'y trompent pas. Ils affichent leur arrogance habituelle et jurent qu'ils ne céderont pas.

Coordonnons nos luttes vers le tous ensemble et la grève générale

De la colère qui s'est exprimée jeudi dans les rues, mais qui s'exprime aussi dans de très nombreuses luttes aujourd'hui isolées, peut sortir la riposte générale nécessaire. Pour cela, il faut que chaque journée, mais aussi chaque grève dans un bureau de poste, un hôpital, une école, une raffinerie, un supermarché ou une usine qui restructure, soit un pas en ce sens.

Coordonnons nous-mêmes ce que les confédérations syndicales se refusent à fédérer. Proclamons nos objectifs communs : augmentation de tous les salaires d'au moins 300 € par mois, interdiction des licenciements, partage du travail entre tous ; retrait pur et simple de la réforme actuelle des retraites mais aussi de toutes les précédentes, pour revenir à une retraite pleine à 60 ans après 37,5 ans de cotisation pour tous. Pour tout cela, prendre sur les profits patronaux.

Seule la force collective des travailleurs qui s'affirmerait dans une mobilisation de plus en plus massive, organisée et planifiée jusqu'à une grève générale, pourrait faire reculer les patrons et les politiciens qui montrent tous les jours à quel point ils leur sont dévoués.

Ces gens-là, à défaut de savoir contrôler leur économie en pleine crise, contrôlent aujourd'hui par le menu nos maigres paies comme nos petites retraites et n'ont aucun scrupule à les raboter et à nous envoyer au chômage. Mais nous pourrions inverser la règle du jeu, nous donner les moyens de contrôler cette poignée de voyous à la tête des conseils d'administration et de l'Etat, au lieu que ce soient eux qui nous contrôlent et nous étranglent.

La mobilisation et l'organisation du monde du travail au travers d'une grève générale nous donneraient les moyens, au-delà des objectifs immédiats et vitaux, de prendre le contrôle de l'économie et d'utiliser enfin au service de l'immense majorité les richesses phénoménales qui s'accumulent aujourd'hui dans les poches d'une infime minorité.

Pourquoi tant de Yens ?

Pour la première fois, modification des lois japonaises oblige, Carlos Ghosn a dû rendre public son salaire chez Nissan : 8 millions d'euros annuel (890 millions de Yens) !

Cela fait de lui un des patrons les mieux payés du Japon. Sans compter les 1,24 millions gagnés en 2009 à Renault, ses revenus de directeur d'AvtoVAZ et du géant de l'aluminium Alcoa, sa PPG, ses stock-options... Et c'est le même qui prône la « frugalité » aux salariés de l'Alliance.

A force de trop tirer sur le câble

A la DIESE (Direction de l'Ingénierie Electronique et Systèmes Embarqués), un salarié du Câblage a craqué et a dû être amené à l'infirmerie. Ce n'est pas le premier. Et ce ne sera pas le dernier dans ce secteur sous pression à cause des réorganisations permanentes ou des délocalisations, auxquelles s'ajoutent V3P et la course à la diminution des délais et des budgets.

Pour stopper la montée de l'inquiétude et du stress, il faudra plus que des discours rassurants.

Ce n'est pas demander la Lune

Des bureaux dans les couloirs, des fenêtres qui fuient, des plaques de sol pourries, la climatisation en panne... C'est le lot des prestataires qui viennent de réoccuper les modules provisoires d'Asteria. Même situation à côté, à Pluton. Mais comme ces derniers sont occupés par des Renault et notamment un directeur, Odile Desforges a fait le déplacement et des travaux ont été effectués.

Reste que ces locaux, qui devaient être provisoires, sont utilisés depuis trop longtemps. A quand des bâtiments en dur ?

Stresse et tais-toi

Alors que les salariés du service paye sont sous pression et croulent sous la charge de travail, la direction n'a rien trouvé d'autre que de prévoir en 2011 pour ce service de la formation à la gestion du stress !

Ce serait trop simple de s'attaquer aux causes et d'augmenter les effectifs.

Digne d'un conseil de Mme Woerth

Alors que le carnet de commandes est plein, Renault vient de passer un accord avec l'Etat afin d'étendre le chômage partiel aux filiales et de déplaçonner les contributions versées par l'Unedic, limitées jusque là à 150 millions d'euros. Une façon de reprendre à l'Etat une partie du prêt de 3 milliards que Renault veut rembourser en 2010...

L'occasion fait le larron

Un nouvel avenant à l'accord sur le télétravail veut instaurer notamment le « travail à domicile occasionnel » en cas de situations exceptionnelles : grève des transports, pandémie ou encore « blessure sans arrêt de travail limitant, pendant une période déterminée, les déplacements. »

En 2007, l'inspection du travail avait dénoncé un « système organisé de pressions visant à ce que les salariés, victimes d'accident du travail et auxquels un arrêt a été prescrit, renoncent à prendre tout ou partie de cet arrêt. » C'était à Renault Cléon.

Le « travail à domicile occasionnel » va faciliter ce genre de pressions, au détriment des salariés.

Des « bleus » qui jouent collectif

Suite à la création d'un collectif de jeunes cadres de Renault (protestant contre l'abandon du système jeune cadres en 2009), la direction avait promis qu'elle augmenterait davantage leurs salaires en 2010.

Seulement les promesses n'ont pas été tenues et les nouveaux jeunes cadres gagnent toujours en moyenne 10 % de moins que les générations précédentes. Des raisons de rejoindre le grand collectif des salariés mécontents.

Des portes grandes ouvertes

A en croire la publicité faite sur la journée portes ouvertes de Villeroy, travailler sur ce nouveau site de pièces détachées ressemblerait au paradis. Pourtant le taux d'accidents du travail y est 12 fois plus élevé qu'en moyenne à Renault et les licenciements se multiplient : 18 en 18 mois.

Fin 2009, c'est en partie grâce à la grève des salariés de Villeroy sur les salaires, que Renault avait dû lâcher une première prime de 500 €. La direction veut casser cette résistance. Soyons solidaires.

Grève des travailleurs sans papiers : la lutte paye !

Ils se sont battus pendant huit mois, dont trois semaines d'occupation nuit et jour place de la Bastille. Les 6 000 grévistes ont arraché au gouvernement un texte prévoyant la régularisation, sous certaines conditions, de travailleurs sans papiers.

Si ce texte ne reprend pas l'ensemble des revendications de la grève, il s'agit indéniablement d'un recul du gouvernement. Il a cédé devant un mouvement tenace et déterminé de travailleurs qui avaient décidé de refuser leur situation de sans droits, qu'exploitaient sans vergogne les patrons.